

# Bras de fer entre Elon Musk et les censeurs du net, Newsguard

écrit par Christine Tasin | 24 octobre 2023



Elon Musk, PDG de SpaceX, Twitter et Tesla, participe à un événement lors du salon Vivatech sur les startups et l'innovation technologique au parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris, le 16 juin 2023. (Joel Saget/AFP via Getty Images)



Elon Musk, PDG de SpaceX, Twitter et Tesla, participe à un événement lors du salon Vivattech sur les startups et l'innovation technologique au parc des expositions de la Porte de Versailles à Paris, le 16 juin 2023. (Joel Saget/AFP via Getty Images)

**Il fallait bien que cela arrivât ! Dans le politiquement correct et la médiocratie qui nous engloutit chaque jour, de temps en temps, un Résistant relève la tête et rive son clou aux chiens du système.**

Nous avons déjà parlé des objectifs de l'UE par la voix de Thierry Breton : une censure absolue sur les réseaux sociaux sur tous les sujets qui fâchent, traduisez la dictature sanitaire, Big Pharma, l'Ukraine, l'immigration, l'UE, l'islam... Avec Elon Musk dans le collimateur, évidemment.

<https://resistancerepublicaine.com/2023/10/19/le-bras-de-fer-entre-thierry-breton-et-elon-musk-se-poursuit/>

Nous avons également déjà parlé de Newsguard, cette officine qui veille à ce que le net lave plus propre que Bonux en décernant des bons et des mauvais points, histoire d'imposer partout le politiquement correct. Un peu comme les décodeurs fous de Libé qui veulent imposer leur vision du monde, mais Newsguard a plus d'ambition, il ne se contente pas de la France.

Nous avons donc eu quelques mots (maux ? ) avec Newsguard, jusqu'à ce que je décide d'ignorer délibérément leur prose putride. Poubelle ! C'est là leur place.

<https://resistancerepublicaine.com/2020/11/13/newsguard-pas-content-parce-que-rr-ecrit-que-le-president-des-etats-unis-est-donald-trump/>

Musk aussi a quelques mots (maux )avec Newsguard. Savoureux.

Musk a critiqué NewsGuard pour avoir censuré des contenus et a demandé à l'UE de clarifier ses liens avec l'organisation

Elon [Musk](#) a qualifié le modérateur de contenu [NewsGuard](#) d'« escroquerie » et a demandé sa « dissolution immédiate », suite à des allégations affirmant que l'entreprise américaine supprime tous les propos qui ne s'alignent pas sur ses positions politiques. Elon Musk a également mis en cause l'Union européenne pour sa collaboration présumée avec NewsGuard.

[...]

Le « Code de bonnes pratiques 2022 sur la désinformation » de l'UE appelle les entreprises technologiques et les sociétés de publicité à étouffer financièrement les éditeurs identifiés comme diffusant des contenus considérés comme de la « désinformation ». En réponse au message de M. Benz, Elon Musk [a déclaré](#) : « *Est-ce vrai @ThierryBreton ? Si c'est le cas, les citoyens européens méritent une explication.* » [Thierry Breton](#) est le commissaire européen chargé du marché intérieur de l'Union européenne.

*Is this true [@ThierryBreton](#)?*

*If so, the people of Europe deserve an explanation.*

– Elon Musk (@elonmusk) [October 19, 2023](#)

Dans un [billet X](#) du 19 octobre, Tim Pool, commentateur politique et animateur de podcast, a révélé que NewsGuard les avait mis sur la touche « parce que nous avons publié 5 articles sur près de 5000 qui citaient [l'ancien président Donald] Trump ».

« Ils ont prétendu que rapporter les propos de Donald Trump était irresponsable parce que nous devrions plutôt vérifier les faits, et que Donald Trump se trompait. Ils affirment à présent que nous ne corrigeons pas les erreurs puisque nous n'avons pas répondu à leurs fausses allégations le mois dernier », a-t-il ajouté.

Elon Musk [a répondu](#) au message : « **Quelle arnaque ! NewsGuard devrait être dissous immédiatement** ».

Fondé en 2018, NewsGuard prétend évaluer les contenus en ligne selon leur fiabilité, insistant sur le fait que l'entreprise reste objective et non partisane.

Toutefois, [une enquête menée par Epoch Times](#) en août a montré que la mesure de la qualité des médias par NewsGuard dépendait de la conformité du contenu desdits médias avec les opinions propres à l'organisation.

**Elon Musk est soumis à une pression croissante que lui impose l'Union européenne concernant la modération de X.**

## **Musk contre l'UE**

Le PDG de Tesla est depuis longtemps en désaccord avec l'Union européenne sur les politiques de modération des contenus de l'Union.

Depuis qu'Elon Musk a pris les rênes de Twitter – aujourd'hui baptisé X – en octobre de l'année dernière, M. Breton a fait savoir que si la plateforme voulait faire des affaires dans l'Union européenne, elle se devait de « respecter nos règles ». Il a également suggéré à Elon Musk d'« augmenter » le nombre de modérateurs de contenus sur la plateforme dans l'UE.

À la mi-décembre, de nouvelles tensions sont apparues entre X et l'UE lorsque la plateforme en ligne a suspendu plusieurs journalistes pour avoir prétendument violé sa nouvelle politique en matière de doxing (révélation publique d'informations personnelles). Vera Jourova, vice-présidente de la Commission européenne, a qualifié de « préoccupante » la « suspension arbitraire » des journalistes.

En février dernier, l'UE s'est plainte que X ne prenne pas au sérieux la lutte de l'UE contre la « désinformation », la plateforme ayant produit un rapport incomplet sur sa conformité aux règles de l'UE relatives à la censure. Le 9 février, l'UE a souligné que X était en retard sur Google, Meta et TikTok pour ce qui est de la modération de la « désinformation » au cours des six derniers mois.

[...]

Contrairement à des entreprises technologiques comme Google et Facebook, X a refusé de participer à l'effort volontaire de lutte contre la désinformation de l'UE, le « Code de bonne pratique 2022 sur la désinformation ».

Lors d'une conférence de presse tenue en septembre, Mme Jourova a qualifié X de « plateforme présentant le plus grand nombre de messages de désinformation ». Elle a prévenu que « nous surveillerons ce que vous faites ».

Elon Musk a réagi à l'avertissement en publiant une série de

mêmes sur X, dont un qui tourne en dérision l'empressement apparent des autres entreprises technologiques à se conformer aux lois de l'UE en matière de censure.

Ce mois-ci, M. Breton a accusé X de ne pas bloquer les messages relatifs au conflit entre Israël et le Hamas, affirmant que des groupes diffusaient des informations erronées et des contenus « violents et terroristes » sur la plateforme.

La PDG de X, Linda Yaccarino, s'est défendue en soutenant que la plateforme avait supprimé des centaines de comptes associés au Hamas et retiré des milliers de messages après l'attaque du groupe terroriste contre Israël.

### **Censure de NewsGuard**

Une enquête menée par *Epoch Times* a révélé que NewsGuard avançait ses propres opinions biaisées lorsqu'il vérifiait les faits des éditeurs.

À plusieurs reprises, des éditeurs ont subi des pressions de NewsGuard pour avoir publié des articles sur des sujets tels que les vaccins Covid-19, les restrictions en cas de pandémie, le changement climatique et le Forum économique mondial, qui étaient contraires aux opinions de l'establishment de gauche, a révélé l'enquête.

[...]

**NewsGuard a également reçu un financement de l'administration Biden.** Selon les données de USASpending.gov, le ministère de la Défense a accordé à NewsGuard 749.387 dollars en 2021 pour le projet « empreintes digitales de la désinformation » de l'organisation.

[...]

Dans un rapport publié en mars 2022, le Media Research

Center (MRC) a révélé que NewsGuard avait donné « des notes parfaites aux médias qui avaient tenté d'étouffer l'affaire relative à l'ordinateur portable d'Hunter Biden ».

[...]

En mai de l'année dernière, le représentant Jim Banks (Parti républicain – Indiana) a écrit une lettre au commandant du US Cyber Command à propos de la subvention de 749.387 dollars accordée à NewsGuard.

« Le programme Misinformation Fingerprints permet à l'intelligence artificielle et aux logiciels d'apprentissage automatique de surveiller et de supprimer les histoires et les articles des médias que NewsGuard juge faux et peu fiables », a-t-il écrit à propos du projet qui a reçu le financement.

« NewsGuard a un parti pris partisan extrême », indique la lettre. Selon le *Washington Free Beacon*, le personnel de NewsGuard soutient massivement le parti démocrate : « Vingt cadres et conseillers de NewsGuard ont apporté leur contribution à des candidats démocrates depuis 2015, et seulement six ont fait des dons à des républicains. »

**Le soutien financier du ministère de la Défense à la « suppression partisane du discours politique est un abus inacceptable et anti-américain de l'argent des contribuables », a souligné M. Banks.**

[https://www.epochtimes.fr/musk-denonce-la-censure-de-news-guard-2451775.html?utm\\_medium=email&utm\\_campaign=daily&utm\\_source=dailymail](https://www.epochtimes.fr/musk-denonce-la-censure-de-news-guard-2451775.html?utm_medium=email&utm_campaign=daily&utm_source=dailymail)

**Malheureusement, comme Musk -heureusement- ne semble pas prêt à se coucher, il se pourrait que tout cela se termine par la disparition de twitter en Europe...** il faudra utiliser un VPN pour contourner mais pour l'immense majorité des utilisateurs lambda ce sera encore un enfermement de plus et une opportunité de moins de savoir ce que tramant les



mondialistes.

# ***Ciao, Twitter en Europe ? Elon Musk y songe sérieusement***

***Une punition qui sonnerait presque  
comme une délivrance pour les  
internauts européens.***

Le ton monte entre le PDG de X/Twitter Elon Musk et Thierry Breton, commissaire européen notamment en charge du numérique au sein de l'Union européenne. Selon des informations obtenues par Business Insider, **le patron du réseau social songerait à en retirer l'accès aux internautes européens qui représentent presque 9 % des 400 millions d'utilisateurs mensuels.**

***La raison ? Elon Musk ne semble guère apprécier la mise en application le 25 août du Digital Services Act (DSA), une réglementation européenne qui vise à encadrer les grosses plateformes en ligne en leur imposant transparence et obligation de modérations de leurs contenus.*** Alors que le conflit entre le Hamas et Israël fait rage, les réseaux sociaux et particulièrement X/Twitter sont accusés de faciliter la diffusion de fausses informations. La Commission européenne a par ailleurs ouvert une enquête visant X/Twitter après qu'une première lettre d'avertissement de Thierry Breton à Elon Musk est restée sans réponse.

À noter que les amendes pour non-respect du DSA peuvent atteindre jusqu'à 6 % du chiffre d'affaires. Elon Musk pourrait ainsi songer à éviter l'amende en retirant tout



*simplement l'accès en Europe à ses plateformes. Par ailleurs, le PDG commence à tester l'idée de rendre payant X/Twitter pour tous les utilisateurs.*

*La menace de couper X/Twitter en l'Europe s'apparente à la décision de Meta de ne pas avoir rendu accessible son nouveau réseau social Threads (sous-réseau d'Instagram, inspiré de X/Twitter) aux internautes européens. De son côté, et comme le rappelle Business Insider, Elon Musk avait déjà évoqué l'idée d'abandonner le marché européen pour se concentrer sur le marché nord-américain. Pour rappel, au moment du rachat en 2022, le fraîchement arrivé PDG avait déjà licencié massivement, notamment dans les équipes européennes en charge de la modération.*

[https://www.konbini.com/internet/ciao-twitter-en-europe-elon-musk-y-songe-serieusement/?utm\\_source=pocket-newtab-fr-fr](https://www.konbini.com/internet/ciao-twitter-en-europe-elon-musk-y-songe-serieusement/?utm_source=pocket-newtab-fr-fr)

f